



Lors de l'occupation de rue pendant huit heures pour réclamer des terrains dans le faubourg le 7 mai dernier.

OCCUPATION DANS LE FAUBOURG

C'est par un frais matin de mai et à l'ombre des 34 étages du Delta que des citoyen-ne-s du quartier et militant-e-s du Comité populaire se sont installé-e-s rue Saint-Joachim pour occuper l'espace public et réclamer deux terrains, dans le cadre de la campagne « Urgence d'occuper ». [...]

PAGE 8

SALUT, GADOU!

PAGE 10

**LES TEMPS SONT DURS
POUR LES LOCATAIRES DE QUÉBEC**

PAGE 9

**CUISINER ENSEMBLE POUR
MIEUX SE CONNAÎTRE**

PAGE 6



Problèmes de logement ?

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste
418-522-0454



Journal de quartier publié à 5 500 exemplaires, cinq fois par an depuis 1990, L'Infobourg est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles sont des espaces de parole pour les auteur-ric-e-s, et sont portés par un souci d'inclusivité. Diverses techniques d'écriture inclusive y sont valorisées.

Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro

Fabien Abitbol, Agathe Légaré, Andrée O'Neill, Vincent Baillargeon,

Ont aussi contribué

Yvon Bloicclair, Marie-Ève Duchesne Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain, Sophie Pomerleau, Jonathan Carmichael, Pascaline Lamare, Charles-Olivier P. Carrier

Mots croisés

Agathe Légaré

Graphisme

Anne-Christine Guy

Correction

Catherine Duchesneau

Photographie

Toutes les photos proviennent du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, sauf avis contraire.

Publicité

Marie-Ève Duchesne (418-522-0454)

Coordonnées

780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 5B9
418-522-0454
www.compop.net
comite.populaire@videotron.ca

Veuillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : compop.net/polinfo.

La publicité est la principale source de revenus de L'Infobourg. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centraide et par des activités d'autofinancement.

MA VIE AVEC MADAME NICOTINE – LE DÉBUT

Par Yvon Boicclair

À onze ans, j'ai commencé à fréquenter cette attirante dame en volant un paquet de cigarettes dans la cartouche de mes parents. Pour aller à l'école, je dois traverser un champ. Je m'assieds sur une pierre et fume tranquillement : l'événement est vécu comme un moment d'intériorisation tranquille. Au fil des jours, je « m'intériorise » de plus en plus et passe au travers du paquet. Puis continue ainsi pendant un an. C'est alors que je me juge trop jeune pour ainsi « méditer », et décide d'arrêter, préférant attendre d'être plus vieux, ce qui fait que durant mon adolescence, je ne touche pas une seule cigarette.



À l'âge de vingt-quatre ans, je retombe sous le charme de la gentille dame dans mon camp de yoga où je me fais acheter des « clopes ». Lors d'une conférence, notre guide explique qu'il faut s'aménager des moments de contemplation dans notre vie quotidienne. Me remémorant mes onze ans, je me mets à fumer comme exercice pour réfléchir en douceur. Quand je fume, je ne fais rien d'autre, concentré sur l'inhalation. C'est mon sublime moment de détente.

Je suçote ces dames une vingtaine de fois par jour. Cette habitude ne me coûte pas cher car je roule mes cigarettes à l'aide d'une petite machine, et des tubes avec filtre. Je dépense tout au plus vingt-huit dollars par semaine (en 1980...). Comme je peux me payer ma dépendance, aucun incitatif financier ne m'arrête.

Je consomme donc régulièrement – environ vingt cigarettes par jour –, mais au bout d'une dizaine

d'années, le tabac s'attaque à mes bronches. Bientôt une maladie mortelle, la pneumonie, oblige une première hospitalisation.

Devant ce signe criant, il est temps de rompre avec ma maîtresse. Je décide, le cœur brisé, de « m'intérioriser » autrement. Mais d'abord : laisser ma compagne de façon progressive. J'augmente le laps temps entre deux cigarettes : trente minutes, une heure, deux heures... La consommation diminue sans douleur. Ou presque...

Trop beau pour durer! Je ne peux poursuivre mon ambitieux programme à cause de mon problème de bipolarité. Dans la période dépressive, j'arrive à réduire le nombre quotidien de cigarettes, mais en phase d'excitation, la séductrice reprend tout son pouvoir sur moi.

Que faire contre elle?

Deviens membre du Compop!
En ligne : www.compop.net
En personne : 780, Sainte-Claire
\$5 par année

LE COMITÉ POPULAIRE SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST :
Un journal de quartier, l'Infobourg

C'EST L'ÉCLATEMENT DES SAVEURS CHEZ ÉRICO. PLUS DE 70 CRÈMES GLACÉES, SORBETS, YOGOURTS ET TOFUS GLACÉS, EN ALTERNANCE.

Profitez des belles journées estivales pour venir vivre une aventure des plus gourmandes!

PASSION | SAVEURS | PLAISIR
30 ANS
ÉRICO CHOCOLATIER 1988-2018

BOÎTES CADEAUX
GRANDE SÉLECTION DE CHOCOLATS FINS

Érico
CHOCOLATERIE CRÉATIVE
MUSÉE DU CHOCOLAT
634, RUE SAINT-JEAN, QUÉBEC
T. 418 524-2122 | ERICOCOCOLATIER.COM

DU PAIN ET DES FORÊTS

Par Pascaline Lamare

Environ 5000 personnes ont pris part le 8 mai dernier, jour de la fête des Mères, à la Marche Du pain et des forêts. Une manifestation d'ampleur, visant la convergence des luttes sociales et environnementales.



Environ 5000 personnes ont pris part le 8 mai dernier, jour de la fête des Mères, à la Marche Du pain et des forêts.

Le rassemblement, co-organisé par Mères au Front* et Ma place au travail**, se voulait politique et poétique. Les milliers de personnes ont marché sur la Grande Allée, au cours d'une marche silencieuse, du parc du Musée des Beaux-Arts jusqu'à l'Assemblée nationale. La foule nombreuse rassemblait des personnes de Québec, et également de 13 des 17 régions du Québec.

La marche avait deux objectifs:

- assurer une place en garderie abordable et de qualité pour chaque enfant et, par extension, demander de meilleures conditions de vie pour les enfants et leurs parents, surtout leurs mères, qui sont le plus souvent celles qui subissent le manque de places en services de garde éducatifs. Précarisées par le manque de places, elles se retrouvent contraintes de retarder leur retour en emploi;
- demander des actions environnementales plus concrètes de la part du gouvernement (selon le dernier rapport du GIEC, il ne nous reste que trois ans pour agir avant la catastrophe climatique).

Ni fleurs ni chocolat

Manifester le jour de la fête des Mères est tout sauf un hasard. « Les mères sont un peu écœurées d'être en colère en solitaire. L'idée, c'est d'être en colère ensemble », explique Anaïs Barbeau-Lavalette, cinéaste et co-instigatrice du mouvement Mères au front. Faisant écho à la marche Du Pain et des roses (1995), la marche Du pain et des forêts

réclame de quoi vivre (du pain) et de quoi survivre (des forêts, symbolisant tous les écosystèmes en danger). Une centaine d'adultes et d'enfants ont porté des branches et des jeunes pousses symbolisant ce double enjeu. Revendiquant des décisions à la hauteur des crises écologique et sociale qui affectent nos enfants, familles, poussettes et citoyen-ne-s solidaires ont marché pour réclamer un avenir juste, équitable, dans un environnement préservé. La marche était ponctuée de quelques arrêts, notamment devant le Consulat de France ou encore devant le ministère du Conseil exécutif, où l'on a chanté sur l'air de Frère Jacques, « François Legault, dormez-vous? ».

Devant l'Assemblée nationale, Françoise David, une des organisatrices de la marche Du pain et des roses, s'est exprimé pour souligner le fait que « des femmes revendiquent en 1995 comme en 2022 leur indépendance économique » et a exprimé « une pensée spéciale pour les mères ukrainiennes et les mères des pays en guerre, et les femmes américaines qui subissent un recul épouvantable et dont on doit être solidaires ».

Mélissa Mollen Dupuis, militante innue, a pour sa part dressé le parallèle entre l'exploitation du territoire par les personnes au pouvoir et le fait de « tasser » tout ce qui s'oppose à cette exploitation : environnements naturels, faune sauvage, hommes et femmes. Des pensionnats aux enclos des derniers caribous, elle a souligné la destruction qui accompagne cette volonté d'asseoir son pouvoir sur la nature et les effets destructeurs que cela peut avoir sur nous toutes.

* <https://meresaufont.org/>

** <https://www.maplaceautravail.org/>



Anne-Renée Durocher et Jean-Philippe Courtemanche

L'inter Marché Saint-Jean

Ouvert tous les jours, de 8 h à 21 h

418-522-4889
850, rue Saint-Jean

LE MÉTROBUS 807 DES CHANGEMENTS POUR LE MEILLEUR OU POUR LE PIRE ?

Par Agathe Légaré

Le 25 mars, le Réseau de transport de la Capitale annonçait de gros changements à venir pour le Métrobus 807 qui, pour l'instant, circule sur le chemin Sainte-Foy entre le terminus de place d'Youville et le terminus de Marly. Il y aura un changement de trajet, le retrait d'une trentaine d'arrêts, la relocalisation des stations, la construction d'abribus nouvelle génération, etc.



Arrêt d'autobus du parcours 807 situé sur la rue d'Aiguillon

Le trajet

À partir de novembre 2022, les autobus quitteront le chemin Sainte-Foy à l'angle de la rue Nérée-Tremblay (près de la pyramide) et rouleront sur Quatre-Bourgeois jusqu'à la rue de Villers où ils reviendront sur le chemin Sainte-Foy jusqu'à Marly. Cela signifie qu'il n'y aura plus d'arrêt devant le Cégep de Sainte-Foy. Les étudiant-e-s, les professeur-e-s, le personnel marcheront.

Les arrêts et les abribus

Le RTC supprimera une trentaine d'arrêts répartis sur le long parcours et en relocalisera d'autres. Il construira quelque 54 abribus nouvelle génération, lumineux, «confortables» (climatisés l'été? chauffés l'hiver?). Ils seront dotés de «bornes d'information en temps réel» –des tableaux électroniques où défilent les heures d'arrivée des prochains bus. Les travaux de construction s'étaleront de 2022 à 2024. Un échéancier précis sera rendu public cet été.

L'accès des gens à mobilité réduite

Aux arrêts, on facilitera l'accès des gens en fauteuil roulant, en quadriporteur ou en triporteur. Le RTC ne précise pas les moyens. Sachez que plusieurs véhicules ont déjà, à l'avant, dans la porte d'entrée, une plateforme que le chauffeur peut abaisser si vous lui demandez.

Des rencontres d'information à la fin de l'été

À la fin de l'été 2022, le RTC tiendra des rencontres publiques d'information. Dans le communiqué officiel, le RTC ne dit pas si les citoyen-ne-s pourront faire changer quoi que ce soit à l'annonce du 25 mars. À suivre, donc.

LE THÉÂTRE PÉRISCOPE / DES BILLETS GRATUITS POUR DES GENS À FAIBLE REVENU

Par Agathe Légaré

Malgré la pandémie, le Théâtre Périscope continue de distribuer des billets de spectacle gratuits à des organismes communautaires qui en font bénéficier leurs membres peu fortunés. Ce projet appelé les « billets suspendus » est financé par les dons des spectateur-riche-s, du public en général et par un généreux commanditaire, la Caisse Desjardins de Québec. C'est ce que nous explique madame Bärbel Reinke, responsable de la billetterie et du service à la clientèle du Périscope.



Théâtre le Périscope situé au 2 Rue Crémazie E.

Comment donner

On a installé dans le foyer du théâtre une boîte où les spectateur-riche-s peuvent verser de l'argent en monnaie et papier monnaie. Aucun montant suggéré. C'est à votre bon cœur, comme on disait autrefois.

Vous pouvez aussi faire un don par téléphone = (418-529-2183) en contactant la billetterie du Périscope, le mardi, mercredi, jeudi ou vendredi après-midi, entre midi et 17h30. On vous fera parvenir un reçu de don de charité pour votre déclaration de revenu.

Comment recevoir

Le Périscope s'associe à des organismes communautaires, en particulier Accès-Loisirs Québec. Le théâtre contacte ces organismes et réserve des billets pour ceux et celles de leurs membres intéressés par un des spectacles de la présente saison.

Le jour J, les individus récupèrent leur billet au guichet et entrent dans la salle avec les autres spectateur-riche-s. Ni vu ni connu pour du bon théâtre ou un bon spectacle littéraire. Quelque 238 personnes ont pu profiter d'un billet suspendu depuis 2016.

LE BOURDON du faubourg

*Actualités,
Vie de quartier,
Histoire et patrimoine,
Agenda du quartier...*

Exclusivement en ligne sur
bourdonmedia.org

suivez @bourdonfaubourg sur



VIVRE, TRAVAILLER ET CONSOMMER
SAINT-JEAN-BAPTISTE



DES GROUPES SOCIAUX SE MOBILISENT POUR LE JOUR DE LA TERRE

(La rédaction) Dans le cadre du Jour de la Terre, le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12) a perturbé une succursale de la Banque royale du Canada située sur Grande-Allée, à Québec.

Alors que les crises sociales et environnementales sont à leur paroxysme, les banques et les multinationales font des profits records. Cette situation a assez duré, selon Vania Wright-Larin, porte-parole pour cette action : « Pendant que les riches et les ultras riches s'en mettent plein les poches, le coût de la vie a explosé, la crise du logement s'emballé, les effets des dérèglements climatiques se font sentir et la population est laissée sans solution pour survivre à la fin du mois. »



Action de perturbation organisée par le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12) dans le cadre du Jour de la Terre.

Le choix du lieu de l'action n'est pas anodin. « Les banques sont un très bon exemple des problèmes de notre système économique. Leurs profits ne cessent de grandir et elles utilisent leur argent pour investir dans des industries polluantes et des multinationales qui détruisent nos conditions et milieux de vie », explique Vania Wright-Larin.

Alors que les banques ne sont intéressées que par leurs portefeuilles, les groupes communautaires présents lors de cette action souhaitent remettre de l'avant l'importance de transformer la société, de défendre les droits sociaux et d'améliorer les conditions de vie. Leurs revendications pour cette action allaient d'ailleurs dans ce sens: taxer massivement la richesse et réinvestir massivement dans le filet social, afin d'assurer des conditions de vie décentes pour toutes et tous et bannir les énergies fossiles d'ici 2030, autant en termes de production, de transformation, d'exportation que d'importation.

Un bilan climatique de la CAQ désastreux également dénoncé

Un peu plus tard dans la journée, le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale (RGF-CN) et le RÉPAC 03-12 ont aussi organisé un rassemblement au parc de la Francophonie. Ce rassemblement fut l'occasion d'écorcher le bilan du gouvernement de la CAQ en matière de justice sociale et climatique.

En refusant d'agir pour lutter contre la crise climatique et en contribuant au démantèlement de notre filet social, le gouvernement abandonne les populations appauvries et marginalisées qui ont peu de marge de manœuvre pour faire face aux conséquences. « Par exemple, il devient beaucoup plus difficile, voire impossible, pour elles d'échapper aux vagues de chaleur, de faire face à l'augmentation du coût des aliments ou de trouver un nouveau logement lors d'inondations », a expliqué Naélie Bouchard-Sylvain, également du RÉPAC 03-12.

DES NOUVELLES DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE

(La rédaction) En mai dernier, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Jean Boulet, a enfin déposé son Plan d'action gouvernemental en action communautaire 2022-2027 (PAGAC). Selon le communiqué fourni par le cabinet du ministre, un total de 1,1 milliard de dollars seront investis sur cinq ans pour mettre en œuvre d'importantes mesures portées par 23 ministères et organismes gouvernementaux dans le but de mieux soutenir les organismes communautaires.

Toujours selon le communiqué, le Plan d'action est le résultat d'une vaste consultation amorcée en 2019 et 2020 auprès des milieux communautaire, municipal et philanthropique ainsi que des organisations autochtones. Il vise un soutien financier accru et prévisible offert aux organismes communautaires ainsi qu'une plus grande mise en valeur de leur contribution au développement social et économique du Québec.

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) a souhaité souligner l'importance du PAGAC. Le RQ-ACA est toutefois déçu de la hauteur des investissements dédiés à la mission globale des organismes d'action communautaire autonome, qui ne répondent qu'en partie aux besoins exprimés par le mouvement.

« Le problème, c'est qu'il n'y a pas assez d'argent pour la mission globale et qu'il y a des secteurs qui sont laissés pour compte [notamment l'absence d'investissements pour les groupes écologistes]. C'est pourquoi plusieurs sont déçus et même en colère, car la situation est critique sur le terrain, et ce alors que les besoins de la population augmentent », a expliqué Caroline Toupin, coordonnatrice du RQ-ACA. « Au-delà des sommes qui nous apparaissent insuffisantes, nous pensons que ce plan d'action sera structurant pour le mouvement, car il renforce le financement à la mission globale, l'un des principes fondamentaux de l'action communautaire autonome, puisque 90 % des investissements y sont consacrés », a-t-elle ajouté.

Même son de cloche du côté du regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD). Le montant pour les organismes en défense collective des droits 2022-2023 est de 4,66M \$. Il sera haussé progressivement pour atteindre 7,4M\$ en 2026-2027. Selon le RODCD, « indéniablement, ces montants vont permettre de consolider un peu plus le financement de la majorité des organismes, mais on est encore loin des sommes nécessaires pour la réalisation pleine et entière de nos missions ».



Manifestation dans le cadre de la campagne Engagez-vous pour le communautaire du 24 février 2022.

Annoncez-vous dans



L'INFOBOURG

vue par plus de

5000

CUISINER ENSEMBLE POUR MIEUX SE CONNAÎTRE

Par Fabien Abitbol

Du 6 mai au 17 juin, chaque vendredi, ça s'anime au Centre Famille Haute Ville: des ateliers cuisine d'un nouveau genre y ont pris place. Dans un espace bien plus grand que les anciens locaux de la rue Saint-Gabriel se retrouvent parents et cocos, et les vendredis revêtent un aspect interculturel.



Photo: CFHV

3 personnes participantes, soit en premier Anna (Suisse) avec son enfant à l'arrière de son porte-bébé, suivi de Pantea (Iran) avec ses enfants, puis Carlos (Espagne)

Les ateliers de cuisine collective sont loin d'être une nouveauté au Centre Famille Haute Ville (CFHV), rappelle Brigitte Paré, animatrice-intervenante. Mais le CFHV voulait mettre en place « une activité spécifique qui rejoindrait ensemble des familles provenant des nouveaux arrivants, nouvelles arrivantes, des familles immigrantes de toutes catégories, avec des familles issues de la société d'accueil. »

C'est ainsi que le principe de ce qui existe depuis mai 2022 a émergé. Les ateliers interculturels de cuisine sont vus comme un prétexte: ils « favorisent, dans un contexte normalisant, des échanges, de l'entraide, et du ressourcement entre des familles vivant avec la parentalité (enfants de 0 à 5 ans), des familles nouvellement arrivées, immigrantes de toutes catégories et d'origines, avec des familles de la société d'accueil ».

Les pères ou mères sont arrivé-e-s par deux voies différentes: d'une part, le Centre a regardé du côté d'organismes s'occupant d'immigrant-e-s, d'autre part, il a regardé, parmi ses membres, les « personnes nouvellement arrivées, familles immigrantes de toutes catégories et d'origines, et des familles de la société d'accueil », précise Brigitte Paré.

Mais, parce que toutes les belles histoires ont un « mais », sur un budget estimé de 13 000\$, l'aide de la Ville de Québec a été de 9 704\$, et « jusqu'à maintenant » le CFHV n'a pas eu d'autres partenaires financiers ou d'autres organismes pour l'apport d'ingrédients.

«Le Centre doit puiser sur ses minces ressources pour combler la différence», explique Brigitte Paré, qui constate que « des organismes comme le CFHV sont dans un cercle vicieux où il est assez difficile de s'en sortir: le manque de ressources limite la capacité du Centre pour rechercher de nouveaux partenaires financiers ou pour trouver des organismes qui fourniraient des ingrédients ».

Le CFHV reste un « petit organisme » et comme tout petit organisme il est en sous-financement avec « un manque criant de ressources », devant lutter pour sa survie. D'autant plus regrettable que ce sont précisément les petits joueurs, les plus à taille humaine, qui « sont les organes vitaux de notre mieux-être collectif », déplore Brigitte Paré, qui ajoute que « les actions en milieu de vie comme celles offertes par le CFHV, comme les ateliers de cuisine, agissent en amont des grandes problématiques constatées et décriées dans nos sociétés ».

Le projet actuel comporte trois « cohortes » de cinq ateliers de cuisine, regroupant chacun six familles, « dont idéalement trois familles issues du processus d'immigration, toutes catégories et origines, et trois familles de la société d'accueil ». Ainsi le premier groupe (printemps 2022) a commencé le vendredi 6 mai, puis il y aura un deuxième groupe à l'automne 2022, et un dernier qui durera de décembre 2022 à février 2023.

Au lendemain du deuxième vendredi, selon l'animatrice, il y avait assez de « constats positifs » pour laisser présager « que le Centre et ses membres voudront perpétuer ce type de maillage interculturel via des ateliers comme les cuisines collectives ».

En pratique, si vous souhaitez vous joindre à la deuxième ou troisième cohorte, vous devez:

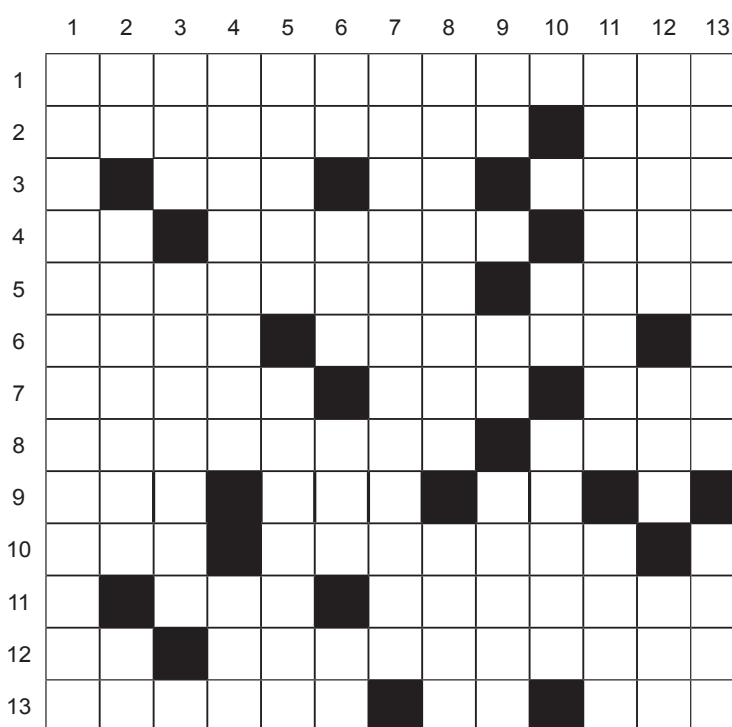
- être membre du CFHV (donc avoir des enfants de 0 à 5 ans);
- guetter votre boîte courriel (ou le site web ou la page Facebook du Centre);
- de préférence pouvoir être disponible pour les cinq ateliers (de 9h à 13h, incluant la cuisine, le repas, la vaisselle et le partage des « restes » pour les familles;
- être disponible pour une rencontre de groupe qui vous permettra d'intégrer l'ensemble de la procédure et définir avec le CFHV comment les ateliers se dérouleront, et partager les différentes tâches, choix des recettes, etc.

De l'arrivée à 9h jusqu'au partage du repas à 11h30, les enfants s'amuse grâce à la collaboration d'animatrices du Centre, pendant que papa ou maman cuisine à proximité.

« Le "ensemble" et la reconnaissance que l'individu est l'expert de son vécu sont des éléments importants tout au long du projet. Ils représentent la position de base pour favoriser l'appropriation, ou la réappropriation, du pouvoir d'agir des individus, facteur de protection pour l'égalité sociale », conclut Brigitte Paré.

Mots croisés

Par Agathe Légaré



Horizontalement

- 1- Dans le vocabulaire de la Ville, ces deux mots désignent une rue partagée qui est aussi une rue verte et une rue praticable ou fréquentable en hiver.
- 2- Les Français, les Allemands, les Italiens, les Polonais mais pas les Ukrainiens, ni les Russes - Manœuvre frauduleuse, tromperie.
- 3- Possédât - République Française - Décédé par asphyxie dans l'eau.
- 4- Dans les pays anglophones, formule de politesse devant le nom de famille d'une femme - Égarés - Réseau express métropolitain, à Montréal.
- 5- Surveillerais, guetterais - Nom poétique de l'Irlande.
- 6- Force, vigueur - Nom d'emprunt, pseudonyme.
- 7- Irritants au goût (ou mesures agraires) - Partie d'une partie de tennis - Propre et soigné.
- 8- Se dit d'injures ou de grossièretés hurlées à tue-tête - Risquas, tentas.
- 9- Éveil à la lecture et à l'écriture chez les jeunes enfants - Organisme génétiquement modifié - Grande randonnée.
- 10- Le contraire du Bien - Gros oiseau de mer, présent partout au Québec.
- 11- Bain à remous - Stupides, niaisoux.
- 12- Drame japonais - Qui est bref, immédiat.
- 13- Vive inquiétude, angoisse - Règle de menuiserie en forme de T - Fatigué.

Verticalement

- 1- Nouvel arrangement, nouvel aménagement des lieux dans un quartier.
- 2- Voyelle doublée - Acheta ou revendit des biens ou des titres en vue de profiter des fluctuations de leur prix - Le métal doré.
- 3- Époque - Qui sont ou semblent en dehors de la réalité.
- 4- Mur haut et épais destiné à empêcher la propagation d'un incendie (mot composé) - Conifère de nos forêts.
- 5- Choisir - Phrases publicitaires frappantes comme « Ça va bien aller »...
- 6- Venu au monde - Style musical rythmé sur lequel on martèle des paroles - Le Moi en psychologie - Pronom personnel.
- 7- Augmentation de la quantité de végétaux dans un îlot, un quartier ou une ville.
- 8- Se dit de feuilles de thé macérées dans l'eau bouillante - Attachât.
- 9- Par opposition à, versus - Vieille note de musique - Est vainqueur.
- 10- Diminutif d'Édouard ou d'Edmond - Décorât.
- 11- Aimions beaucoup et même passionnément - Qui comprend deux éléments.
- 12- Prix de la location d'un appartement - Liquide sans couleur, sans odeur, sans calorie, extra pour la santé - Le sigle anglais de l'ADN ou acide désoxyribonucléique.
- 13- Principes, notions fondamentales d'une science - Détériorés par l'âge et le grand usage.

COLLOQUE FÉMINISTE

19 et 20 octobre 2022

Hôtel Classique (2815 Boul. Laurier, Québec)

Conférences - cabaret féministe -
ateliers d'éducation populaire -
créations artistiques - action collective

→ Inscriptions ouvertes du
1er juin au 23 septembre 2022

Ensemble, pour construire
un rapport de force face
aux inégalités sociales !

En action, pour une société juste,
verte, inclusive et féministe !



→ Pour information
www.rgfcn.org



OCCUPATION DANS LE FAUBOURG

Par Pascaline Lamare

C'est par un frais matin de mai et à l'ombre des 34 étages du Delta que des citoyen-ne-s du quartier et militant-e-s du Comité populaire se sont installé-e-s rue Saint-Joachim pour occuper l'espace public et réclamer deux terrains, dans le cadre de la campagne « Urgence d'occuper ».

L'occupation de rue s'est déroulée entre les deux terrains ciblés par le Comité populaire, soit le stationnement extérieur du Delta et celui situé à l'angle de Saint-Joachim et de Saint-Gabriel, dont l'utilité peut être discutée, quand on sait que les stationnements intérieurs ne sont pas pleins et que l'avenir est aux transports en communs.



Tournoi de poches endiablé qui a eu lieu durant la journée du 7 mai dernier.

La température peu clémente n'aura pas refroidi l'enthousiasme des personnes présentes, animées par les besoins criants en logements et en services communautaires au sein du faubourg. Et pendant plus de huit heures, les militant-e-s du Compop et des résident-e-s ont profité de l'espace, l'ont réaménagé et l'ont animé.

Il ne s'agissait pas tant de proposer tel ou tel aménagement, mais bien de susciter les débats quant à la sous-utilisation de plusieurs espaces dans le quartier. Marie-Ève Duchesne, porte-parole pour le Compop, explique : « Ce que l'on souhaite faire avec cette campagne, c'est mettre de l'avant les espaces encore disponibles dans le faubourg afin de les visibiliser et de susciter des réflexions collectives. Dans le cas de ces deux stationnements, y aurait-il moyen de réfléchir les espaces autrement? À quoi pourraient-ils être plus utiles pour répondre aux besoins du quartier? ».

Dans un contexte d'urgence climatique, de canopée atteignant péniblement 13 % de la surface du faubourg, de manque de jardin communautaire, de logements dont les loyers explosent (pour un 4 ½ dans le quartier, le loyer médian était de 903 \$ en octobre 2020, et de 1018 \$ en octobre 2021!), où les places en CPE se font rares (un seul CPE dans le quartier vise les résident-e-s, les autres sont affectés en priorité aux fonctionnaires), il faut se saisir de toutes les occasions pour faire valoir les besoins des résident-e-s du quartier.

DES CENTAINES DE PERSONNES PRENNENT LA RUE À QUÉBEC POUR LE 1ER MAI



(M.-E. D.) Des centaines de personnes ont pris la rue à Québec dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs. Partie de la Place Limouloise à 13h30, la manifestation s'est rendue jusqu'au parc Saint-Roch et s'est terminée par des prises de parole autour des différentes revendications portées par les groupes organisateurs.

Les protestataires ont profité de l'occasion pour dénoncer les impacts de l'explosion du coût de la vie et de la détérioration constante et volontaire du filet social que sont les services publics et les programmes sociaux. Plus spécifiquement, les manifestant-e-s revendiquaient l'augmentation du salaire minimum à 18 \$/heure dès maintenant, afin qu'une personne travaillant à 35 heures par semaine puisse sortir de la pauvreté. Une réforme de l'assurance-emploi, afin de moderniser le programme et le rendre plus juste et accessible était également exigée. Finalement, l'élargissement du Programme de revenu de base* à l'aide sociale à toutes les personnes qui n'ont pas les moyens de couvrir leurs besoins essentiels a également été réclaté.

Cette manifestation régionale était organisée par une coalition de groupes sociaux dont Action Chômage de Québec, le Collectif de lutte et d'action contre la pauvreté (CLAP-03), le Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches (CSN), le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-nationale (RGF-CN) et le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12).

*Annoncé dans les dernières semaines, un programme de Revenu de base permettant de couvrir ses besoins essentiels s'ajoutera à l'aide sociale en 2023. Malheureusement, seule une minorité des 810 000 prestataires en situation de pauvreté y aura accès.

Des centaines de personnes ont pris la rue à Québec dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs.

Si tous les leviers ne sont pas pris, nous considérons qu'il s'agit d'un manque de volonté politique

« En identifiant publiquement les possibilités d'espaces et les besoins à répondre, le Compop démontre aux différents paliers gouvernementaux, tant au municipal qu'au provincial et au fédéral, qu'ils ont la possibilité d'agir rapidement. Ce que l'on souhaite, c'est que l'ensemble des leviers politiques soient utilisés à tous les niveaux pour répondre le plus rapidement possible à nos besoins. Nous ne voulons plus de ces portes fermées pour le faubourg, où le manque d'espace est évoqué pour justifier l'inaction, alors qu'il s'agit plutôt d'un manque d'ambitions selon nous ! », ajoutait Marie-Ève Duchesne au début de la journée. « Si tous les leviers ne sont pas pris, nous considérons qu'il s'agit d'un manque de volonté politique », ajoutait-elle.

Des activités pour toutes et tous

Cette journée ayant commencé avec des températures peu clémentes, l'activité de zumba pour enfants - petits et grands - animée par le Centre Famille Haute-Ville, aura permis de se réchauffer en s'activant au rythme d'une trame sonore endiablée. Pendant que l'on participait ou que l'on regardait les autres danser, des militant-e-s préparaient un jardin improvisé en bordure du stationnement qui longe la côte Sainte-Genève et la rue Saint-Joachim. Verdures (synthétiques), jouets, carré de sable, les enfants pouvaient profiter d'un petit coin exceptionnellement protégé à cet endroit.

Pendant ce temps-là, Marie-Michelle Poulin se concentrait sur la fresque qu'elle allait peindre toute la journée, qui imaginait ce que l'on voulait comme aménagements dans le faubourg. La fresque sera finie ultérieurement, grâce aux commentaires reçus lors de cette journée. De la verdure, des arbres, un jardin communautaire, un CPE, des pistes cyclables, des fleurs sont déjà peints. Marie-Michelle y ajoutera un marché, des balançoires, et même... un parc à chiens.

Au barbecue convivial a succédé un épique tournoi de poches, qui a vu les plus jeunes remporter un « trophée » bien mérité. Dans l'après-midi, un commando verdissement a également pris d'assaut le terrain en arrière du stationnement de la Tour Saint-Jean, autre terrain revendiqué dans le cadre de la campagne « Urgence d'occuper ».

Une conférence sur la situation du logement et les 20 ans du squat de la Chevrotière, animée par Mathieu Houle-Courcelles, a permis de revenir sur l'une des actions qui a donné naissance à la Coopérative de l'Escalier. Cette occupation, « moyen d'action qui a un ancrage historique dans le quartier », est intervenue dans le contexte du Sommet des Amériques, et sa préparation avait duré plusieurs mois. Initialement prévue pour durer trois jours, elle s'était étendue sur quatre mois. Le propriétaire renonçait en 2004 à son projet de condos et la Ville cédait l'année suivante en autorisant un projet de logements sociaux sur l'îlot Berthelot. La Coop l'Escalier accueillait ses premiers locataires en 2010.

La journée d'occupation s'est achevée par un show des Mauvais payeurs qui ont animé la foule avec des reprises de quelques classiques d'auteur-riche-s aussi varié-e-s que La Bolduc et Richard Desjardins. Ils ont d'ailleurs surpris avec quelques réécritures inspirées par la situation des locataires au Québec, le tout sur des airs connus. Tout un spectacle, qui a clos comme il se doit une belle journée!

La campagne « Urgence d'occuper » vise douze terrains du quartier Saint-Jean-Baptiste qui permettraient de répondre à différents besoins identifiés par le Compop. Pour tout savoir sur la campagne et les terrains ciblés, visitez le site : www.compop.net/Urgence-doccuper. D'autres actions auront lieu dans les prochains mois.

JARDIN TERRE GÉNÉRATIONNELLE :

UN PROJET DE MIXITÉ SOCIALE

THÉRAPEUTIQUE DANS SAINT-JEAN BAPTISTE

Par Sophie Pomerleau, jardinière au jardin Terre Générationnelle

Voici une bonne nouvelle! Le jardin urbain Terre Générationnelle reverdit à nouveau cette année dans sa formule initiale : celle qui réunit les jardinier-e-s – des citoyen-ne-s du quartier Saint-Jean-Baptiste bénévoles – et les résident-e-s du Centre d'hébergement Le Faubourg, CHSLD situé au coin des rues Lockwell et Turnbull. Le jardin valorise les espaces cultivables autour du bâtiment ainsi que dans la cour arrière, où se trouvent également des poules, des tables, des balançoires et des bacs de fleurs, invitant à la détente et au bien-être des résident-e-s.



Deux jardinières en action au jardin urbain Terre Générationnelle

Le CHSLD du Faubourg accueille des aîné-e-s en perte d'autonomie. L'état de santé des résident-e-s entraîne souvent de l'isolement, et la remise sur pied du projet de jardinage collectif en cette période post-covid permet de retisser les liens individuels et sociaux qui ont été affectés durant le confinement. Cette activité de jardinage commune contribue au bien-être physique et psychologique des participant-e-s, tout en enracinant nos aîné-e-s dans la communauté et vice-versa. Porté conjointement par le CHSLD Le Faubourg et les AmiEs de la Terre, ce projet environnemental et humaniste cherche à faire pousser des légumes et du lien social entre les personnes qui jardinent et les résident-e-s.

Depuis une dizaine d'années, les jardins thérapeutiques fleurissent un peu partout dans les établissements de santé et les maisons de retraite en France, au Canada, au Québec et aux États-Unis. Il semblerait que désherber, arroser, humer ou contempler les plantes apporteraient plusieurs bienfaits aux usagers et usagères, dont ceux d'ouvrir l'appétit, de mieux dormir, de réveiller les mémoires sensorielle, épisodique et sémantique (celle des connaissances), d'apaiser la colère, de faire de l'exercice physique, de muscler la concentration, et même de redonner le goût à la vie. C'est fantastique!

Considérant que les terrains à cultiver dans le quartier Saint-Jean-Baptiste se font rares et que les personnes intéressées à mettre les mains en terre sont de plus en plus nombreuses, ce jardin collectif fleurit à point! Si vous sentez l'élan de contribuer à ce projet de mixité sociale en jardinant, vous êtes invité-e-s à communiquer avec Jasmine Caron au CHSLD (418 524-2463, poste 25524) ou avec Michel Leclerc aux AmiEs de la Terre de Québec (418 524-2744).

LES TEMPS SONT DURS POUR LES LOCATAIRES DE QUÉBEC

Par Jonathan Carmichael, Bureau d'animation et information logement (BAIL)

Après l'avoir fermement nié depuis le début de son mandat comme ministre de l'Habitation, madame Andrée Laforest a reconnu, enfin, en avril dernier, l'existence d'une crise du logement au Québec. Cette reconnaissance du problème s'est toutefois faite du bout des lèvres, la ministre indiquant que la crise n'existe que dans les villes où les taux d'inoccupation sont en bas de 1 %.



Action du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) le 1er novembre 2021

Qu'en est-il à Québec? Malgré les prétentions de la ministre caquiste, plusieurs indices démontrent que la crise du logement frappe de plein fouet la région. Les logements sont rares et inabordable, les stratagèmes utilisés par les propriétaires immobiliers pour augmenter abusivement les loyers sont en forte augmentation et un nombre croissant de locataires peinent à se trouver un logement.

Des logements plus rares

Selon les plus récentes données publiées par la SCHL, le taux d'inoccupation de l'ensemble des logements était de 2,5 % à l'automne 2021 dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec. Bien que relativement stable, il s'agit quand même de la troisième année consécutive où le taux d'inoccupation est sous le seuil où le marché est dit équilibré (3 %).

Le marché de l'habitation est particulièrement serré pour les familles et les ménages composés de plusieurs personnes. Le taux d'inoccupation est de 2 % dans les logements de deux chambres à coucher et d'à peine 1,4 % dans les grands logements de trois chambres et plus.

La pénurie de logements affecte davantage certains secteurs. À Lévis, le taux d'inoccupation de tous les logements est de 1,1 %. À Québec, il est tout particulièrement bas dans la Basse-Ville (1,5 %), à Beauport (1,2 %), à Charlesbourg (1,3 %) et dans la Haute-Saint-Charles (1,1 %).

De plus, sans surprise, la rareté est plus aiguë dans les logements où les loyers sont moins élevés. Ainsi, elle touche davantage les ménages les moins nantis. Selon la SCHL, un ménage dont le revenu est inférieur à 25 000 \$ par année devrait payer en bas de 625 \$ par mois pour que son loyer soit considéré comme étant «abordable». À l'automne 2021, il n'y avait que 241 logements inoccupés à ce prix-là dans l'ensemble de la RMR de Québec, ce qui place le taux d'inoccupation des logements «abordables» pour les locataires pauvres à 0,2 %.

Au contraire, la pénurie de logements n'existe pas dans les immeubles de luxe. Le taux d'inoccupation des logements dont le loyer se situe entre 1250 \$ et 1499 \$ par mois est de 4,8 % et de 7,1 % dans les logements de 1500 \$ et plus.

Des loyers plus chers

À l'automne 2021, le loyer moyen mensuel dans la RMR de Québec est de 916 \$. Parmi les régions métropolitaines de recensement de la province, Québec arrive en deuxième place pour la cherté des loyers, derrière Gatineau, mais tout juste devant Montréal.

Le resserrement du marché privé locatif a eu des effets à la hausse sur le prix des loyers. Depuis la chute à Québec des taux d'inoccupation sous le seuil d'équilibre, en 2019, la hausse annuelle du loyer moyen est de 4,2 %. À titre comparatif, entre 2015 et 2018, alors que les taux d'inoccupation étaient au-dessus du seuil d'équilibre, le loyer moyen augmentait de 2,3 % par année.

Hausse des problèmes pour les locataires

La rareté des logements et la cherté des loyers ont eu des conséquences désastreuses pour les locataires. Depuis deux ans, on constate une hausse marquée des tentatives de rénovictions dans la région. En comparaison avec la situation qui prévalait il y a cinq ans, le nombre d'appels de locataires à ce sujet a presque quintuplé.

De plus, une hausse majeure de locataires utilise les services mis en place à Québec par l'OMHQ pour aider les locataires qui ont des difficultés à se trouver un logement. En 2020, tout comme en 2019, près de 300 locataires ont utilisé le service. Les cinq années précédentes, la moyenne tournait autour d'une cinquantaine de demandes par an.

L'inaction de la CAQ

La crise du logement actuelle est historique. Elle touche à la fois les grands centres comme Montréal et Québec, mais elle s'étend aussi à l'ensemble des régions de la province. Devant un tel contexte, on serait en droit de s'attendre à une réponse politique pour aider les locataires. Pourtant non. La ministre Laforest et le gouvernement caquiste font preuve d'une totale inaction.



LE CRAC
ALIMENTS SAINS
LA CAROTTE JOYEUSE

690, rue St-Jean
Québec (Québec) G1R 1P8
Tél: 418-647-6881
Fax: 418-647-3953
Courriel: info@lecrac.com



L'ÉTÉ CHATS-NOUS
795, rue St-Olivier

- Air climatisé
- Limonade maison
- Café + thé glacé
- Matcha glacé
- Smoothie
- Sundae

Photo par Mion Mion

Salut, Gadou! est une fiction en hommage à l'historique engagé du quartier Saint-Jean-Baptiste, adaptée du roman éponyme de Malcolm Reid paru en 1982, lui-même inspiré du mouvement de la Lutte Saint-Gabriel (1976) et de l'opération de sauvetage de ce qui est devenu aujourd'hui la Maison des jeunes. Le temps d'un projet de médiation culturelle qui aura duré de juin 2021 à aujourd'hui, tout un quartier du centre-ville est devenu un terrain de jeu fictionnel et d'apprentissage de la société civile.

SALUT, SANDY MCKAY !

Salut, Gadou! s'est qualifié pour le prix « Activité littéraire » d'Intergénération Québec. L'Infobourg a rencontré Sandy McKay, un des participants.

Bonjour Sandy. Parle-nous de ton expérience du projet, stp.

Quand j'ai vu l'affiche, j'ai tout de suite contacté Hélène Matte et je lui ai dit : « Je sais que vous cherchez des jeunes de 12 à 16 ans. Moi j'ai 12 ans + 60 et je veux y être! ». Je trouvais ça important parce que ce que raconte l'histoire de *Salut, Gadou!* c'est mon histoire. *Salut, Gadou!* n'est pas tout-à-fait une fiction. Ce qui s'y passe et les personnages sont inspirés de faits réels. Et ça résonne avec l'actualité d'aujourd'hui. Dans le temps, on grimpe dans les arbres pour les protéger. Tous ceux, au coin des rues Claire-Fontaine et Grande-Allée n'ont pas pu être sauvés : Charlebec a eu le dernier mot. Cette compagnie a fermé 10 ans plus tard pour pratique frauduleuse, mais les spéculateurs immobiliers et les capitalistes véreux ne sont malheureusement pas devenus une espèce rare depuis ! Surtout, Gadoury, c'est le nom d'une des familles évincées de son logement et transférées au HLM Bourlamaque. Les trois jeunes de cette famille se sont impliqués de façon exemplaire. À mon avis, le titre du roman fait référence à eux autres.

Alors, qu'as-tu fait au cours de la « vraie histoire »?

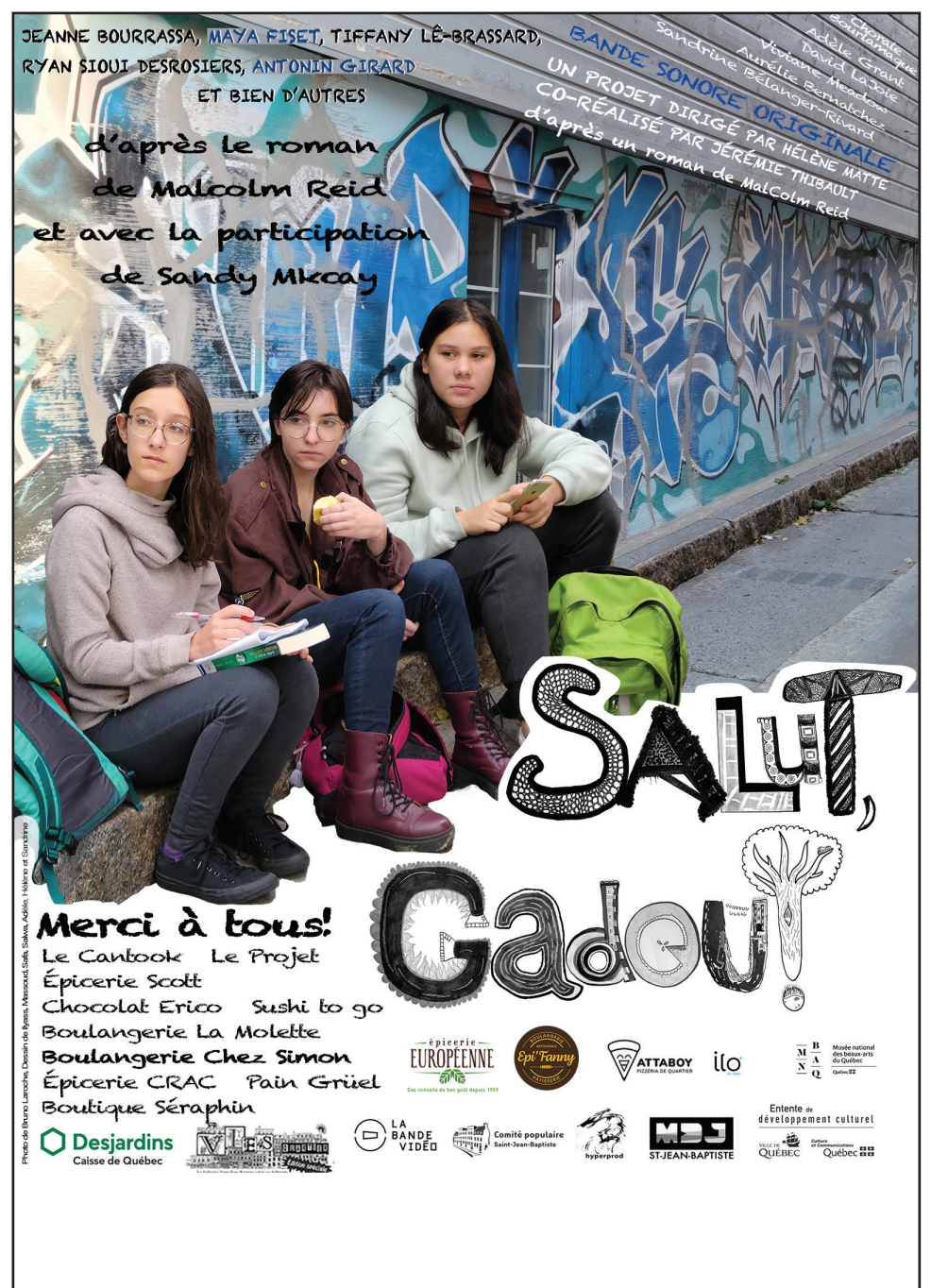
J'étais un militant très actif à l'époque, en première ligne du mouvement de la lutte de la rue Saint-Gabriel et de bien d'autres causes. Avec ma conjointe Louise Fortin nous avons accompagné les jeunes dans leur défense de la maison. Nous étions nombreux à occuper le lieu pendant 42 jours pour protester ! Nous avons été cofondateurs de la Maison des jeunes (MdJ) et participé à la mise sur pied du réseau provincial de MdJ, des comités populaires et des coopératives d'habitation.

En tant que travailleur de rue et organisateur communautaire, j'ai aussi contribué à l'établissement d'activités à Projets Bourlamaque, l'organisme associé au HLM dans Montcalm. J'étais content que, pour le projet, ma proposition d'aller recruter des jeunes là-bas ait fonctionné. Il y a tant de jeunes extraordinaires. As-tu entendu la chorale qu'ils ont faite?!

Si je comprends bien, dans la vraie vie, tu étais l'animateur communautaire, l'équivalent du personnage de Ginger dans le roman. Qu'as-tu fait dans le projet de fiction?

Paradoxalement, j'ai joué le personnage de Monsieur Tremblay père, le méchant spéculateur. Pourtant, j'ai toujours détesté viscéralement tout ce monde d'affaires et de politique qui avait commencé à démolir notre quartier et notre façon communautaire de vivre. Dès mon arrivée à Québec en 1969, j'ai lutté pour le respect de la jeunesse ouvrière, pour mais aussi avec les gens, avec le peuple! Par ailleurs, pour le projet *Salut, Gadou!*, j'ai contribué avec mon ami et artiste Roger Pellerin à la production du clip *Le Monde des jeunes*. J'étais content qu'on mette ainsi en lumière et rende accessible l'œuvre de Roger, qui était également au cœur de la vie du quartier dans les années 1970 et qui a fait des portraits de Québec comme nul autre.

Merci Sandy. Merci pour l'entrevue et surtout, merci pour tout ce que tu as fait! On ira revoir ce clip et les autres, sur le site Internet de La Bande Vidéo, dans sa médiathèque.



Merci à tous les partenaires de *Salut, Gadou!*



LE COMITÉ POPULAIRE SAINT JEAN-BAPTISTE

Des actions concrètes pour défendre intérêts et droits



SALUT, ADÈLE ET SANDRINE!

L'Infobourg a demandé à Adèle Grant et Sandrine Bélanger-Rivard, 13 ans, comment elles ont vécu *Salut, Gadou!*

Comment avez-vous participé au projet?

Sandrine : C'est ma mère qui a d'abord remarqué l'affiche « Recherché.e.s » et qui m'a encouragée à m'inscrire. J'y allais par curiosité mais surtout parce qu'il y était indiqué qu'on pourrait jouer de la musique. J'étudie le violon et le piano au Conservatoire. L'idée de former un groupe avec d'autres jeunes m'enthousiasmait. Disons que reprendre *I was made for loving you* de KISS, ça change de jouer une sonate de Handel ou un concerto de Seitz! J'ai cependant participé à tous les aspects du projet : lecture du roman, écriture du script, tournage et bien entendu, bande sonore.

Adèle : Même chose pour moi. J'y allais d'abord pour le volet écriture et parce que j'avais envie de jouer dans un film. Ce sont des activités que j'ai déjà faites pour un autre projet à l'École Saint-Jean-Baptiste avec Hélène [Matte]. D'abord, nous avons écrit de nouvelles paroles sur l'air de l'Arbre est dans ses feuilles qui est devenu *Vieille maison des jeunes*. Ensuite, j'ai composé et chanté la chanson *Le Chêne*. Dans l'histoire, quand l'arbre est abattu, ce n'est pas seulement les jeunes mais tout le quartier qui comprend que leur milieu de vie est en danger et ils décident d'agir. Je trouvais important de le souligner.



photo: Hélène Matte

Adèle Grant et Sandrine Bélanger-Rivard, deux participantes au projet

L'aspect musical semble vraiment important dans le projet !

Adèle : Oui! On a enregistré dans un vrai studio de musique du quartier! Il y a même un chœur qui a accompagné la scène de la manifestation et la chanson-thème *Salut, Gadou!*. Beaucoup d'enfants voulaient participer mais n'avaient pas l'âge d'aller à la Maison des jeunes. Hélène leur a donc suggéré de chanter durant une scène tournée dehors et de participer à un enregistrement.

Sandrine : En tout, il y a cinq chansons qui ont été enregistrées. En plus de *Salut, Gadou!*, celle d'Adèle, la reprise de KISS et celle de Zachary Richard, il y a eu un poème de Malcolm Reid, qu'on trouve dans son roman, qui a été mis en musique et chanté par Viviane [Meadow].

Adèle : David [Lajoie] faisait la guitare et je les accompagnais à la batterie. Il y avait aussi Aurélie [Bernatchez] qui a joué de la guitare et de la basse. La musicienne et chanteuse Claudia Gagné a fait nos arrangements et nous a coaché durant les pratiques.

Qu'est-ce qui vous a marqué le plus dans le projet?

Sandrine : Ce qui m'a marqué le plus, c'est comment les gens étaient en synergie. J'ai adoré la dynamique de groupe.

Adèle : Ce que j'ai préféré, c'est créer et passer à l'action. J'ai aussi beaucoup aimé enregistrer nos compositions et tourner. Ce qui m'a surpris, c'est de redécouvrir le quartier. Par exemple, la friperie du Compop. Je ne la connaissais pas et pourtant je passais devant tous les jours!

SALUT, JÉRÉMIE THIBAUT !

Le Comité populaire étant partenaire de *Salut, Gadou!*, L'Infobourg a donné une entrevue avec le coréalisateur de la minisérie qui vient couronner le projet... pour l'instant?

Bonjour Jérémie, peux-tu d'abord nous expliquer c'est quoi, *Salut, Gadou!*

Avant tout, c'est un livre paru en 1982. L'auteur, Malcolm Reid, habite Saint-Jean-Baptiste depuis près d'un demi-siècle maintenant! Il s'en est inspiré pour écrire son roman jeunesse. On se rappelle que dans les années 1970, dans l'élan du mouvement de la Lutte Saint-Gabriel, une mobilisation a permis le sauvetage de ce qui est, aujourd'hui, la Maison des jeunes.



photo: Hélène Matte

Jérémie Thibault, coréalisateur de la minisérie qui vient couronner le projet *Salut, Gadou!*

Hélène Matte a eu l'idée de rassembler des jeunes pour traduire le texte et imaginer comment l'histoire pourrait prendre forme aujourd'hui. Elle est venue me chercher pour passer à l'étape film. Ce qui devait être un court métrage a donné une minisérie de quatre épisodes de neuf minutes.

Salut, Gadou! est présenté lors de la Fête des voisins au Musée national des beaux-arts de Québec. Est-ce parce que Saint-Jean-Baptiste est voisin de Montcalm où est situé le MNBAQ?

En fait, non seulement le roman met en scène des voisin-ne-s qui se réunissent pour sauver leur milieu de vie mais, dans la production même de la minisérie, ce sont des jeunes de plusieurs quartiers qui ont participé. Antonin Girard (*Gadou*) vient de Saint-Jean-Baptiste comme plusieurs autres, mais on trouve aussi Maya Fiset (Geneviève) de Saint-Sauveur, Ryan Sioui Desrosiers (Steve) de Wendake, et la gang de La Chorale Bourlamaque, qui habite Montcalm. C'est vraiment un projet rassembleur!

Connaissais-tu le quartier avant ce projet?

Mon école secondaire s'y trouve, j'allais à « Perrault ». J'étais assez introverti à l'époque, j'ai appris à découvrir le quartier les mercredis, lorsque j'allais aux activités de cinéma de la maison des jeunes. C'est grâce à l'activité « Ma ville, mon patrimoine », en 2013, que j'ai eu la piqûre du cinéma et que j'ai décidé d'étudier là-dedans. Dix ans plus tard, à 25 ans, je n'ai plus l'âge mais j'y retourne régulièrement car j'y anime les soirées « Donjons & dragons ». La Maison des jeunes m'a permis de m'épanouir. J'étais heureux de valoriser son histoire à travers ce projet.

Qu'est-ce qui t'a marqué le plus dans cette expérience?

Les membres de l'équipe étaient complémentaires et efficaces. J'adore travailler avec Marco Chantal (caméra et montage). Ce directeur de la photographie m'épate à chaque nouveau film. Hélène (Matte) a une volonté et une énergie du tonnerre! Travailler avec des gens passionnés est le privilège de mon métier. J'ai bien été servi. Par ailleurs, l'esthétique qui découle de nos petits moyens financiers (de médiation culturelle) donne une couleur populaire au projet. On a fait tant avec peu! La force du communautaire transparaît dans *Salut, Gadou!*

Quelles seront les suites après *Salut, Gadou!*?

Hélène considère le projet comme un pilote et rêve qu'un réalisateur du calibre de Francis Leclerc en fasse un long métrage. Personnellement, je me tourne vers des projets geeks du style jeux de rôles sur table. Avec mon ami et producteur Mik Landry, on prépare *Dé-dale et magie*, une web série qui sera tournée cet été, et dans laquelle des jeunes de *Salut, Gadou!* tiennent des rôles importants! J'espère leur partager des passions à mon tour!

QUEL BILAN POUR LA CAQ

Par Charles-Olivier P. Carrier

L'édition de mai de votre *Infobourg* sera la dernière édition du journal avant l'élection générale du 3 octobre. L'équipe de *L'Infobourg* a donc pensé qu'il serait intéressant de revenir sur le bilan du présent gouvernement.



Une gestion paternaliste de la pandémie

Inévitablement, l'élément principal qu'on retiendra des quatre dernières années est l'apparition, au milieu du mandat, de la pandémie de COVID-19. À ce titre, si le gouvernement Legault ne s'est pas vraiment démarqué du reste de la tendance occidentale en matière de mesures de confinement, en revanche, son paternalisme presque pastoral ne marquera pas que les mémoires. Avec le projet de loi 28, présenté le 16 mars dernier, le gouvernement s'obstine effectivement à étendre l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 décembre 2022. Si ce projet de loi est adopté avant la fin de la législature – ce qui paraît de moins en moins certains –, les mesures qu'il introduira permettront entre autres au gouvernement de prolonger sur une période de cinq ans des contrats obtenus sans appel d'offres, mettant ainsi à mal des institutions au fondement de la démocratie représentative. Pire encore, si le projet de loi est adopté d'ici la fin de la législature, le gouvernement évitera par le fait même d'avoir à expliquer les actions qu'il a prises sous l'état d'urgence. En temps « normal », les mesures d'état d'urgence prévoient une rétroaction et un certain retour et responsabilisation du gouvernement. Il ne sera donc pas possible, par exemple, d'exiger une commission d'enquête sur la gestion des CHSLD.

Un autre gouvernement néolibéral

On le sait, le néolibéralisme n'est pas nécessairement synonyme d'un amincissement de l'État, mais peut plutôt être caractérisé comme une redéfinition du rôle de ce dernier, soit en un mot : sa soumission au marché. Le dernier budget tout comme la plupart des mesures de ce gouvernement dans à peu près tous les domaines en confirment les tendances lourdes. Si l'exemple le plus patent et le plus frais est le don de 500 \$ – laissant porter la responsabilité de l'inflation sur le dos des individus – dans des domaines aussi variés que l'environnement, la santé et le logement par exemple, ces mesures seront autrement plus néfastes à long terme.

Environnement

Les élites politiques occidentales ne peuvent plus faire la sourde oreille face aux dérèglements climatiques. Les caquistes ne font pas exception et ont choisi de faire face au problème surtout par l'entremise du financement de l'électrification des transports automobiles individuels. L'objectif n'est donc pas de changer les habitudes de déplacement ou de consommation – des changements structurels – mais de s'assurer que les voitures à essence soient remplacées par des voitures électriques. De façon assez cohérente alors, si d'un côté le gouvernement a interdit l'exploitation du pétrole de schiste dans un contexte où il n'était de toute façon pas rentable, il a de l'autre côté assoupli ses normes de nickel dans l'air pour faire plaisir à l'industrie de l'automobile électrique (le nickel étant un élément primordial de la construction de batterie électrique). Il a aussi continué d'encourager l'industrie extractiviste sur le territoire alors que, cerise sur le sundae, le ministre de la Forêt a même eu le culot de blâmer les autochtones pour la quasi disparition du caribou forestier dans l'est du Québec.

Santé

Une autre législature, entrecoupée d'une crise sanitaire qui aurait entre autres montré les faiblesses du système et en particulier de la gestion actuelle des CHSLD, et on nous prévoit, encore une fois, une autre refonte du système de santé. Après les réformes Couillard, Bolduc et Barrette, voilà Christian Dubé qui propose de refonder le système de santé d'un côté, avec une série de mesures essentiellement consensuelles (comme l'abolition du temps supplémentaire obligatoire et la décentralisation) et, de l'autre, avec une plus grande part du privé. Le gouvernement profite ainsi du coup de massue de la pandémie dans un système de santé déjà fragilisé par les réformes à répétition et les coupes dans les services publics pour créer un système à deux vitesses où les mieux nanti-e-s, encore une fois, sortiront gagnant-e-s.

Logements sociaux

Enfin, en matière de logement, le gouvernement Legault a fini, ultimement, par couper le financement au dernier programme provincial permettant la construction de nouveaux logements sociaux au Québec : AccèsLogis. Pourtant, ce n'est pas un secret pour personne, à peu près toutes les municipalités de la province sont affectées par des crises du logement sous une forme ou une autre. En septembre 2021, le gouvernement a donc annoncé un nouveau programme (« Programme d'habitation abordable Québec » ou PHAQ), par lequel on accordera des subventions à des promoteurs promettant la construction de « logements abordables », c'est-à-dire sous le prix moyen du marché. Si des réinvestissements sont prévus par le dernier budget, ils se feront au prix d'une privatisation de la gestion des logements sociaux et au profit des grands promoteurs immobiliers. Ironiquement, ce sont ceux-là mêmes qui s'enrichissent déjà sur la spéculation immobilière, elle-même à la source de la situation précaire du logement au Québec.

Les bons coups

Terminons un bilan plutôt sombre par une petite lueur : le réinvestissement dans les centres d'hébergement de femmes. Le contexte du confinement, et surtout le travail acharné de générations de militantes, auront permis d'imposer dans la sphère publique l'enjeu des féminicides et de faire reconnaître la valeur du travail des organismes de femmes. Et maintenant, le financement public suit, prouvant encore une fois que la lutte sociale paie. Si on accueille avec joie cette victoire, il reste néanmoins encore bien du travail à faire. Les centres d'hébergement sont nécessaires, mais ils restent des pansements sur des blessures structurelles. La pauvreté a toujours un genre et la crise du logement, par exemple, continue de toucher principalement les femmes, plus susceptibles de consacrer une plus grosse proportion de leur revenu à leur logement.

SOLUTION

S	V	L		E	T		E	S	N	V	R	T	13
E	N	A	T	N	A	T	S	N	I		O	N	12
S	D	U	V	G	I	N		A	P	S		E	11
U		D	N	A	L	E	O	G		L	A	M	10
	U		R	G		M	G	O			E	L	9
S	A	S	O		S	E	E	L	U	E	U	G	8
T	E	N			T	E	S		S	E	R	O	7
N		O	D	U	E	S	P		F	R	E	N	6
E	R	I	E		S	A	I	R	E	I	E	P	5
E	M	R		S	U	D	R	E	P		S	M	4
E	Y	O	N		F	R		T	U	E		A	3
L	O	D		S	N	E	E	P	O	R	E	U	2
E	L	A	I	V	I	V	N	O	C	E	U	R	1
													13
													12
													11
													10
													9
													8
													7
													6
													5
													4
													3
													2
													1



**Vous méritez mieux.
Joignez la CSN !**

Toujours confidentiel - 418 647-5810
sesyndiquer@csn.qc.ca



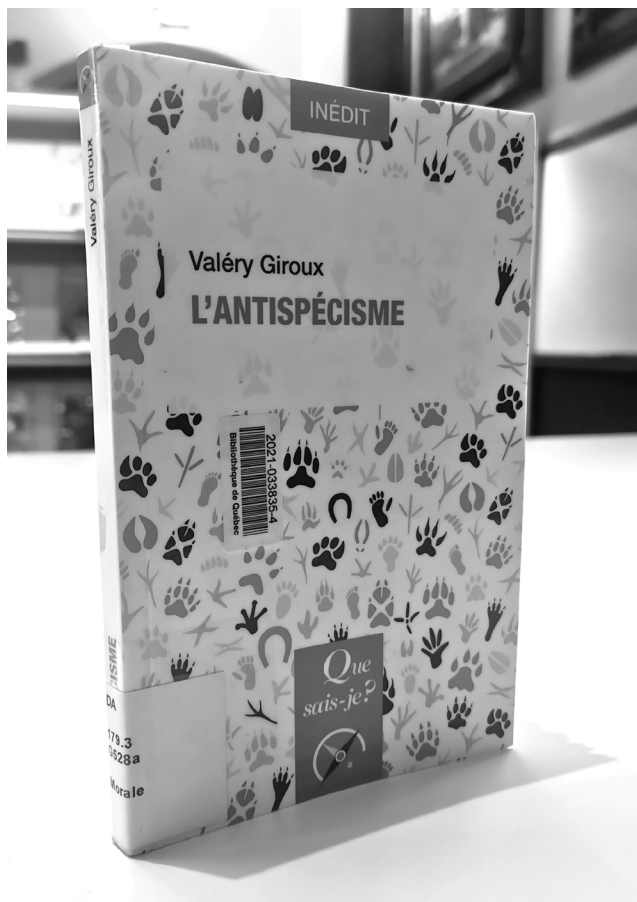
POURQUOI AIMER L'UN ET MANGER L'AUTRE ?

Par Andrée O'Neill

Ben oui, pourquoi?

« Pourquoi aimer l'un et manger l'autre? » C'étaient les mots d'une publicité d'un organisme de défense des droits des animaux, vue dans un abribus il y a quelques années. Cette pub était composée de deux images superposées. « L'un », c'était un Golden Retriever aux yeux magnifiques, de ceux qu'on considère généralement comme un membre à part entière de notre famille, chéri, chouchuté, pleuré lorsqu'il quitte ce monde. « L'autre », c'était un représentant de l'espèce porcine, fournisseur de bacon et de côtelles, être vivant dont le sort nous laisse le plus souvent indifférent-e-s.

Le spécisme, c'est en partie cela : accorder des qualités et des droits fondamentaux à certaines espèces tout en usant de certaines autres pour satisfaire des besoins pas toujours essentiels en divertissement, vêtements, plaisirs gastronomiques, etc.



Mais le spécisme, c'est principalement le fait de considérer l'être humain comme souverain et maître de la nature. Cette conception de l'univers, implantée dans nos esprits depuis des millénaires par les grandes religions monothéistes, a servi de prétexte non seulement au saccage des ressources de la planète — avec pour résultat concret la crise climatique actuelle — mais aussi à l'asservissement des femmes, des personnes racisées, des esclaves et, bien sûr, des animaux non humains: chiens, vaches, porcs, chats, poulets, animaux exotiques...

L'antispécisme, à l'inverse, c'est le mouvement de celles et ceux qui n'en peuvent plus de ce schéma de pensée dominant.

On peut dire sans se tromper qu'à ce jour, ils et elles sont la plupart du temps déconsidéré-e-s par une majorité de leurs concitoyen-ne-s, comme l'ont été les suffragettes il y a plus d'un siècle, les anti-esclavagistes au 19e siècle, les militant-e-s de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 1950 et 1960, ou comme le sont encore aujourd'hui les militant-e-s pour les droits des personnes racisées et LGBTQ2s+.

Pourtant, ce n'est pas d'hier qu'on prend position sur la conduite à adopter envers les autres espèces du règne animal, depuis les philosophes de la Grèce antique jusqu'aux activistes du mouvement de libération animale dans les années 1980.

Valéry Giroux ou qu'est-ce qu'être antispéciste

Parmi nos contemporain-e-s qui réfléchissent à ces questions, il y a Valéry Giroux, docteure en philosophie spécialisée en éthique animale et professeure à la faculté de droit de l'Université de Montréal qui, dans *L'antispécisme*, dresse un état des lieux du mouvement. Elle en explore les concepts essentiels (notamment la sentience et la discrimination) et les diverses formes (relative ou modérée, pure ou attributive, absolue ou relative).

Elle en examine les conséquences sociales, politiques et juridiques, en premier lieu celles qu'aurait « l'extension de l'égalité morale à tous les êtres sentients ».

Elle se penche enfin sur les débats entre antispécistes (par exemple entre les abolitionnistes, qui rejettent toute forme d'exploitation des animaux non humains, et les welfaristes, qui cherchent plutôt à améliorer leur bien-être).

Aymeric Caron ou pourquoi être antispéciste

Avec *Antispéciste*, Aymeric Caron, journaliste, écrivain et chroniqueur (aux propos par ailleurs souvent controversés sur d'autres sujets), fait appel à notre sensibilité. Il nous incite à soulever nos consciences, à rêver à un monde où tous les êtres vivants auraient une valeur intrinsèque et seraient vus comme des fins et non des moyens, comme des sujets et non des objets.

Il fait état des avancées de la biologie, de la psychologie, de l'éthologie et du droit, qui ne laissent plus de doute sur la capacité des animaux non humains à ressentir le plaisir, la douleur, le chagrin, autrement dit leur sentience.

Il décrit aussi l'élargissement de la sphère de considération morale des êtres vivants qui s'est opérée depuis l'Antiquité. Réservée d'abord aux hommes blancs et grecs, cette considération a peu à peu intégré les étrangers, les esclaves, les femmes et les personnes LGBTQ2s. Les animaux non humains, dernier bastion de la résistance à l'égalité entre les êtres, n'y sont pas encore.

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin? Ne pas savoir qu'ils sont si proches de nous, c'est surtout ne pas vouloir savoir.

Aymeric Caron, *Antispéciste*, Don Quichotte éditions, 2016.

Valéry Giroux, *L'antispécisme*, P.U.F, collection Que Sais-je?, 2020.

MISSION RÉGÉNÉRATION : SORTIR LES AÎNÉ·E·S DE L'ISOLEMENT

Par Fabien Abitbol

Mission Régénération (MR) a bien avancé, au point d'être présente à trois événements ce printemps : une discussion sur les relations intergénérationnelles le 18 mai au Diamant, un forum sur l'âgisme et l'isolement social le 24 mai au Séminaire, et les rendez-vous du communautaire le 28 mai sur Cartier.



Tout d'abord, qu'on ne se méprenne pas : Mission Régénération n'est pas un nième organisme, mais fait partie de Contact Aînés et relève d'une initiative de l'Institut sur le vieillissement et la participation des aînés de l'Université Laval (IVPSA). Pour faire court, treize organismes partenaires forment Mission Régénération, et Contact Aînés est l'organisme fiduciaire.

Le projet MR a commencé en pleine pandémie et c'est Manon Choquette qui en a été chargée de développement... avec toutes les contraintes liées à la pandémie. Mais Manon (comme beaucoup le savent dans le Faubourg) est partie pour de nouvelles aventures. Mélina Seymour a pris la relève fin mars ; toujours en temps de pandémie, dont on ignore si elle est derrière nous.

« Les aîné-e-s souhaitent que ça bouge! Ils-elles veulent aussi réfléchir à des actions/solutions pour rompre l'isolement avec des jeunes issus de toute la diversité québécoise », constate Mélina Seymour, la nouvelle chargée de développement. Il est donc temps de créer la « brigade » intergénérationnelle, aider les aîné-e-s à se reconsidérer comme acteurs, actrices d'une communauté bienveillante et capables de s'entraider en Haute-Ville. C'est ce à quoi Mission Régénération va s'atteler cet été.

« Toutes les organisations communautaires, et donc les projets en cours, ont un problème de ressources humaines, car ces deux années ont été très éprouvantes pour toutes. C'est aussi, sans doute, le moment de repenser la dynamique communautaire en renforçant les synergies entre organisations qui font de leur mieux au quotidien », estime Mélina Seymour. Elle retient de ses premières semaines à MR que les aîné-e-s sont « extrêmement volontaires pour mener à bien des projets et qu'ils ont juste besoin de nous pour les soutenir dans les tâches plus lourdes à gérer ».

Pour joindre Mission Régénération, vous pouvez écrire à missregeneration@gmail.com ou téléphoner au 581-989-3113.

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste appuie de nombreuses initiatives communautaires comme Le Vestiaire du Faubourg, une friperie située au cœur du quartier Saint-Jean-Baptiste



Le Vestiaire du Faubourg

lundi au samedi de 12h à 16h.



horaire sujet à changement. Contactez-nous pour le vérifier.

780 rue Sainte-Claire | 418-522-0454

ATTABOY

Par Yvon Boisclair

Ce cri de joie bien québécois est le nom d'une pizzeria de quartier dans Saint-Jean-Baptiste. Elle se spécialise dans la vente de pizzas en pointe.



Le commerce Attaboy est situé au 597 Rue Saint-Jean.

Elle a été fondée le 11 décembre 2018 par deux amis, Yani Hébert et Martin Lepoutre.

Ils travaillaient en restauration, comme employés, dans le Vieux-Québec, mais ils connaissaient bien notre quartier.

Monsieur Hébert avait un bac en communication et monsieur Lepoutre une maîtrise en gestion de projet. Tout en travaillant dans un restaurant, les deux compères ont l'idée d'un commerce spécial pour notre faubourg : la vente de pizzas en pointe. Ils trouvent un local coin Saint-Jean des Zouaves. Monsieur Lepoutre fait les rénovations par lui-même. Le commerce ouvre le 11 décembre 2018. C'est un comptoir pour vente à emporter. Cependant, il y a quelques places assises et l'été on peut jouir d'une terrasse. L'essentiel des revenus vient des clients qui passent simplement chercher une commande. Le succès vient vite. Durant les premiers mois, nos deux comparses travaillent sept jours sur sept. Bientôt ils engagent deux employés. À cette époque, on voit marcher des gens avec leur petite boîte triangulaire contenant une pointe d'Attaboy.

Arrive la Covid. Nos deux héros commencent la livraison à domicile. Ils sont vite débordés. Ils font alors appel à une coopérative de chauffeurs de taxi, la coop Éva.

Attaboy vit la difficulté d'avoir du personnel, comme partout en restauration. En octobre 2021, monsieur Hébert quitte l'entreprise, la laissant à monsieur Lepoutre.

Le bateau est bien lancé et le succès continue. Il est dû, selon monsieur Lepoutre, au dévouement de ses employés.

L'esprit qui règne chez Attaboy est un heureux esprit de famille, gage d'une longue vie.



PENSÉE DU MOIS

Par Yvon Boisclair

Se connaître, se comprendre est la tâche la plus importante de l'être humain. Après et seulement après, il peut connaître et comprendre les autres.

POÈME

Par Yvon Boisclair

Saint-Jean-Baptiste

Rues d'habitations
Rue de marchés
Va-et-vient tranquille ou fébrile
Coeur dans la ville

Enfant

Tout fraîchement arrivé
Il regarde avec son coeur
Curieux, il se nourrit de la vie
La planète lui sourit

Maison

On y mange, on y dort
On parle, on rit, on pleure,
on aime
Elle loge l'Amour

Arbre

Feuilles frémissantes
Racines ancrées
Tronc solide
Tu m'enseignes la vie

Rues

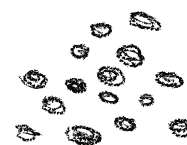
Parfois bruyantes
Parfois charmantes venelles
Percées de soleil
Les piétons musardent de vitrines en vitrines.

Familles

Tendresse des jeux
Cris de joie
Pleurs douloureux
Bébés, ados, parents
Ruches vibrantes
Fourmilières qui chantent

Terrain

Parcelle de vie
Parcs, jardins, maisons
Prise de terre
Connexion avec l'univers



DES NOUVELLES DE L'ADDSQM

Par l'Association pour la défense de droits sociaux Québec métropolitain

Bonjour Saint-Jean-Baptiste !

Le Comité populaire nous a approchés pour nous permettre de donner des nouvelles de l'Association pour la défense de droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM). Par le fait même, nous en profitons pour vous informer des derniers changements, des luttes et constats de notre programme d'aide sociale au Québec. C'est ce que nous allons faire en vous présentant trois événements qui se sont déroulés dans les derniers mois.

Pour rappel, l'ADDSQM défend les droits individuels et collectifs des personnes assistées sociales. Si jamais vous avez un problème avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, vous pouvez nous contacter au 418 525-4983 ou à info@addsqm.org

Merci encore à L'Infobourg de nous permettre de vous transmettre de nos nouvelles.



Action d'éclat lors de la 49e Semaine de la Dignité des Personnes assistées sociales du Québec.

Marche-o-thon des deux ADDS

Le 14 avril dernier, l'Association de Défense des Droits sociaux de la Rive-Sud (ADDS Rive-Sud) et l'ADDSQM organisaient leur activité d'autofinancement, soit un Marche-O-Thon reliant les deux organismes dans un parcours de 10 km.

Cette activité, reportée depuis deux ans en raison de la pandémie, avait pour objectif de financer nos missions et de faire connaître les actions de nos deux organismes.

C'est par une journée des plus pluvieuses que la vingtaine de marcheur-se-s a affronté vent et froid tout au long du parcours de plus de quatre heures reliant nos deux organismes de la Rive-Sud et de la rive-Nord, en passant par Saint-Roch, Limoilou, ses parcs et la bouette.

Pour les participant-e-s, la pluie n'a pas suffi à refroidir les ardeurs. Musique en tête et bannière en main, ce sont en vêtements trempés que les militants et militantes ont terminé cette action à l'ADDSQM pour une fête bien méritée.

Les dons reçus ont permis de dépasser l'objectif fixé de 3200 \$, soit un montant amassé de 3214 \$.

Ces dons nous permettront de mieux réaliser nos missions de défense de droits des personnes assistées sociales et de lutter contre les préjugés. Rappelons que nos deux groupes rejoignent près de 2000 personnes en situation de pauvreté (principalement des personnes assistées sociales) chaque année.

Revenu de base et Semaine de la dignité des personnes assistées sociales du Québec

Dans le cadre de la 49e Semaine de la dignité des personnes assistées sociales du Québec, qui a eu lieu du 2 au 6 mai dernier, l'ADDSQM, l'ADDS Rive-sud et Rose du Nord ont organisé une action d'éclat dans une épicerie de Québec. Elle était suivie d'un rassemblement pour dénoncer l'inaction du gouvernement face à l'inflation et revendiquer l'élargissement du programme Revenu de base pour toutes les personnes en situation de pauvreté.

Lors de l'action, une équipe de militant-e-s tentait de démontrer la différence entre un panier de provisions qui correspond au seuil de couverture minimal des besoins, et ce que les personnes ont habituellement dans leur panier d'épicerie. Le montant alloué à l'alimentation pour une personne seule se situe à 80 \$ par semaine selon le guide alimentaire canadien, montant qui est repris par la Mesure du panier de consommation (MPC) qui est utilisée pour situer le seuil minimal de couverture des besoins essentiels. Sans grande surprise, le panier à 80 \$ était largement plus fourni, sans être particulièrement extravagant, que celui que les personnes assistées sociales peuvent se payer en temps normal.

Les chèques d'aide sociale ne suivent aucunement l'augmentation du coût de la vie, et la situation s'aggrave avec l'inflation galopante des derniers mois. À 726 \$ par mois, le montant de base à l'aide sociale est loin de permettre à une personne de couvrir ses besoins essentiels. En fait, ça ne représente même pas 50 % de ce dont une personne aurait besoin pour couvrir la MPC.

En mars dernier, le gouvernement a déposé un projet de règlement qui finalise la mise en place du programme Revenu de base qui avait été entamé en 2017. Ce programme instaure de 2017 à 2023 des augmentations de la prestation de la Solidarité sociale, qui devrait atteindre le montant de la MPC. Ça aurait été un bon coup, mais les montants prévus n'ont pas été mis à jour depuis 2017 et seront donc très en retard par rapport au réel montant de la MPC de 2023. Notre plus gros bémol demeure toutefois que ce programme n'a rien d'un revenu de base. L'augmentation des prestations ne s'applique qu'à une minorité des prestataires de l'aide sociale qui ont une contrainte sévère à l'emploi reconnue depuis plus de 5 ans et demi. Il laissera environ 75 % des 300 000 personnes assistées sociales derrière.

Pour faire un réel premier pas dans la lutte à la pauvreté, le gouvernement doit élargir le programme Revenu de base à l'ensemble des personnes en situation de pauvreté.

Pétition sur la majoration et l'indexation des gains et ressources à l'aide sociale

Il y a maintenant quelques mois de ça, des personnes sont venues nous voir pour nous parler de leur situation.

Des gens à l'aide sociale qui voudraient bien faire quelques heures de travail pour essayer de survivre, mais qui voient leur prestation coupée après environ quatre heures rémunérées par semaine. Ces gens avaient un projet à pousser : de faire augmenter les ressources permises des personnes prestataires de l'aide sociale. Une idée qui pourrait aider tout le monde dans la société, surtout en contexte de pénurie de main-d'œuvre. Le fait est qu'après seulement 200\$ de gains de travail par mois, les personnes sont coupées à 100 % de leurs gains excédentaires. Avec le contexte inflationniste ainsi que le manque de ressources des personnes prestataires, il est impossible de subvenir à leurs besoins de base.

Ces personnes essaient de trouver des manières pour compenser les manquements du programme d'aide de dernier recours en travaillant ou en cherchant tout genre de revenu admissible, et ce, même au détriment de leur santé fragile et de leurs restrictions variées. Le fait est que certains montants permis comme les gains de travail n'ont pas été modifiés depuis 1999 et ne sont donc pas ajustés à la réalité d'aujourd'hui.

Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il faut faire quelque chose pour que ces montants permis soient représentatifs de notre décennie. C'est pourquoi le 24 mai a été déposée une pétition revendiquant une majoration et une indexation des ressources partiellement exclues du calcul d'aide sociale. C'est une première étape dans cette lutte qui permettrait à des centaines de milliers de personnes de mieux survivre aux manquements de nos gouvernements. En effet, lors du démarchage pour faire signer la pétition, les signataires nous disaient se reconnaître dans la situation nommée. Pouvoir garder un peu plus des gains de travail qu'ils et elles gagnent à la dure, même si ça ne représente que quelques heures par semaine, ferait vraiment la différence.



REPAS MAISON
CONGELÉS & TRAITEUR



À partir
de **4,75\$**

LIVRAISON
GRATUITE



CHEZ VOUS
*certaines conditions s'appliquent

ACHAT
LOCAL



COMMANDER CHEZ NOUS,
c'est soutenir notre mission

418 527-1173 • labaratte.ca



**Deviens
membre du
Compop!**

780, rue Sainte-Claire, Québec (Qc), G1R 5B9 | 418-522-0454 | comite.populaire@videotron.ca

Coupon d'adhésion Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

Si vous êtes en accord avec la mission du groupe, il suffit de remplir le coupon et de nous le renvoyer à l'adresse ci-dessus, avec une cotisation de 5\$.

Nom :

No de tél. :

Adresse :

Courriel :

Code postal :